

“ Nous forcerons le monde entier à prêter l'oreille à nos griefs.”

Je disais, l'autre soir, que la presse canadienne a observé un silence de mauvais augure et qu'on semble l'avoir achetée corps et âme dans le but de ne rien laisser transpirer de cette affaire; or, je me rends compte pourquoi, à la suite du travail qui s'est fait dans les coulisses de la Chambre depuis le commencement de la session, le Gouvernement veut maintenant nous mettre le bâillon dans le dessein de garder la lumière sous le boisseau. Je suis bien aise qu'en cette conjecture il se serve d'une arme pareille pour terrasser ses adversaires, car le fait éveillera l'attention des gens et les portera à se demander pourquoi l'on a recours à une procédure aussi inaccoutumée, à un moment où il ne se fait point d'obstruction à la Chambre.

L'autre jour, je prêtai l'oreille à mon honorable collègue de Red-Deer (M. Clark) qui, s'étonnant de ce que nous fussions encore réunis ici au bout de huit mois de session, disait qu'au lieu de nous attarder à délibérer à la Chambre nous ferions mieux d'aller participer à la récolte du grain dans les plaines de l'Ouest. Tout ce retard, ajoutait-il, toute cette discussion étaient mystère pour lui. Si mon collègue me permet de lui parler bien franchement, je lui dirai que, s'il y a eu retard, la faute en est au Gouvernement. Le projet de loi à l'étude, qui est le plus important de tous ceux dont la Chambre se soit trouvée saisie depuis l'adoption du bill relatif à la construction du Grand-Tronc-Pacifique, nous a été mis sous les yeux aux dernières heures d'une législature moribonde, et la faute en est au Gouvernement, non pas aux députés qui s'élèvent avec vigueur et bonne foi contre cette affaire. Je m'étonne qu'un libéral tel que le représentant de Red-Deer. . .

M. GAUVREAU: Il n'appartient plus à la famille libérale.

L'hon. M. LEMIEUX: . . . trouve mauvais que l'on fasse essayer le feu de la discussion à une opération pareille.

Ne sait-il pas que des centaines de millions de dollars sont engagés dans cette opération, et que le ministre des Finances nous a fait l'injustice de ne pas apporter avec lui pour le déposer devant la Chambre un peu de la correspondance échangée entre les vendeurs et les acheteurs? Qui, au pays, croira qu'il n'y a pas eu de documents écrits au cours des négociations qui ont eu lieu entre le Gouvernement et le Nord-Canadien? Est-ce que les honorables députés croient que la grande cause de la guerre dont

[L'hon. M. Lemieux.]

l'honorable député de Red-Deer parle chaque fois qu'il en a l'occasion, est bien servie par le Gouvernement lorsqu'il se rend ainsi aux désirs et exigences de MM. Mackenzie et Mann? Je dis que ce sentiment ne saurait remplacer avantageusement la bonne administration de nos finances et le cri de victoire n'aura pas de succès, parce que c'est une feinte dans le but de couvrir un acte de piraterie. L'honorable député de Pictou (M. Macdonald) demandait, l'autre jour, à qui nous avions affaire. J'ai cru dans le temps que cette question était bien naïve—à qui le Gouvernement a-t-il affaire en cette circonstance? A une coterie de chevaliers, le plupart des millionnaires, mais consentant—je devrais dire disposés—à ajouter à leurs millions, quelques-uns d'entre eux liés ensemble pour piller et rançonner le Trésor canadien. Au jour de la vraie chevalerie—il y a longtemps de cela—on disait que les chevaliers donnaient leur sang et le commun des mortels, son argent et ses prières. C'est le contraire aujourd'hui. C'est le peuple qui donne son sang à la cause de la guerre, mais les chevaliers ornés d'un panache retirent les marrons et le butin et quelques-uns d'entre eux veulent bien nous faire l'aumône de leurs prières. La presse a été bâillonnée et le ministre des Finances a été plutôt bref dans les remarques qu'il a faites à la Chambre en présentant sa résolution. Il a cru que la chose allait de soi; il a parlé si souvent de millions et de millions depuis le commencement de la guerre qu'il s'est dit que le Parlement n'a pas le droit d'exiger beaucoup de renseignements sur ce projet. Bien plus, il a même refusé une invitation que lui a adressée sa ville natale, Toronto, d'aller y discuter publiquement dans la salle du Massey-Hall la question maintenant sur le tapis. J'ai connu dans cette Chambre des hommes dont la stature, politiquement parlant, égalait au moins celle du ministre des Finances. Sir Charles Tupper a joué un rôle important dans l'histoire de la Confédération. Il a été pour une large part responsable du contrat du Pacifique-Canadien, et quand les conditions du contrat furent discutées devant la Chambre des communes, vers 1880, il accepta le défi de ces deux autres géants politiques, sir Richard Cartwright et Edward Blake, et il ne crut pas au-dessous de lui de quitter le Parlement pour aller à Montréal, Toronto et autres grands centres canadiens, discuter avec ses adversaires le contrat passé avec le chemin de fer Pacifique-Canadien. Et, cependant, le Pacifique-Canadien n'avait pas beaucoup plus d'importance,